



LE DEVOIR

ARTS DE LA SCÈNE

Un million de billets gratuits

Pas loin d'un million de billets de faveur pour les arts de la scène sont distribués au Québec chaque année. Dans le cas des festivals de théâtre, un spectateur sur trois ne paye pas sa place. Malgré cette généreuse distribution, un bon tiers des salles demeurent encore désespérément vides au pays des 15 000 représentations annuelles...

STÉPHANE BAILLARGEON

Un spectateur sur sept ne paye pas son billet au Québec. Répétons, mais autrement, pour mieux faire comprendre l'ampleur du phénomène: sur les quelque 6,6 millions de places occupées dans les salles de spectacle en 2005, 923 640 l'étaient avec des billets de faveur.

Comme, en moyenne, une représentation attire 436 spectateurs, chaque fois, une soixantaine d'entre eux, soit 14 % de l'assistance, s'y retrouvent donc gracieusement. Quand on retire ces cadeaux, le taux d'occupation payante fond à 60 %.

Dans les festivals, plus d'un spectateur sur quatre ne paye pas son billet

Ces révélations se retrouvent dans les données diffusées récemment par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec, un organisme spécialisé de l'Institut de la statistique. En résumé, tous les indicateurs demeurent stables par rapport à 2004. Les chiffres montrent par exemple que pour un billet de spectacle vendu, toutes disciplines confondues (théâtre, musique, chanson, danse et variétés), le Québec enregistre toujours 1,7 visite payante au musée et environ quatre entrées dans une salle de cinéma. Au total, les arts de la scène proposent environ 9,5 millions de billets par année.

«Quatorze pour cent de billets de faveur, ça peut sembler beaucoup», note la chargée de projet Christine Routhier, qui a piloté l'enquête. En fait, il n'y a pas de grande braderie. Les billets sont donnés pour mille et une bonnes raisons, et la pratique aide à remplir les salles. Il faut aussi faire la différence entre les catégories de spectacles, les disciplines et même entre les saisons régulières et les festivals.»

En effet. Les festivals détiennent le record absolu de la générosité. Dans ce cas, plus d'un spectateur sur quatre (27 %) ne paye pas son billet. En théâtre, on atteint presque le taux d'un invité sur trois

VOIR PAGE A 10: BILLETTS

Montréal victime de l'auto

Les autorités proposent un sérieux coup de barre pour protéger la santé publique



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une portion du boulevard Saint-Laurent, hier après-midi, à Montréal. L'automobile est devenue un important problème de santé publique dans la métropole.

LOUIS-GILLES FRANÇEUR

L'augmentation incontrôlée de l'utilisation de la voiture et en particulier des véhicules utilitaires (VUS) dans l'île de Montréal y entraîne cinq grands problèmes de santé publique, selon un bilan qui sera rendu public aujourd'hui par l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM).

Ce document, obtenu par *Le Devoir*, propose un virage beaucoup plus radical qu'il n'y paraît de prime abord. Ainsi, les services de santé publique estiment

que la Ville de Montréal, la région métropolitaine et Québec doivent modifier leurs stratégies pour ramener de 68 à 50 % d'ici 2020 la part de l'automobile dans les déplacements au profit des transports en commun et du «transport actif», soit la marche et le vélo sur une base annuelle. À l'heure actuelle, la part des transports en commun est de 22 % à la période de pointe matinale tandis que celle du transport actif s'élève à 10 %.

Afin de «réduire le nombre de déplacements automobiles» dans l'île, les services de santé publique privilégient deux moyens: «maximiser l'offre de trans-

ports en commun et de transport actif et dissuader l'utilisation de l'automobile privée, surtout pour des motifs de travail et d'études», en plus de recourir à «tous les moyens» connus pour réduire simultanément et «de façon substantielle les émissions polluantes» du parc roulant.

«Le statu quo, aujourd'hui déjà, coûte cher et nous prépare des lendemains encore plus difficiles», précise l'organisme gouvernemental.

VOIR PAGE A 10: MONTRÉAL

Lutte contre la pauvreté: le Canada mal noté

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies a lancé un sérieux avertissement au Canada dans son rapport rendu public hier: les problèmes de pauvreté, de faim et de logement persistent au pays, et ces situations ont des effets dramatiques sur les groupes les plus vulnérables de la société. Le constat est d'autant plus préoccupant que le Canada accorde peu de moyens pour enrayer ces problèmes, malgré une santé économique exemplaire. Parmi les points qui suscitent des inquiétudes, le Comité note en effet des lacunes sévères en ce qui a trait au salaire minimum, aux prestations d'aide sociale, à la protection de l'assurance-emploi et à l'accès aux logements sociaux.

À lire en page A 3



ANDY CLARK REUTERS

INDEX

7	Annances..... B 2	Idées..... A 9
7	Avis publics.. B 6	Météo..... B 6
7	Culture..... B 8	Monde..... B 3
7	Décès..... B 2	Mots croisés.. B 6
7	Économie..... B 5	Sudoku..... B 2
7	Éditorial..... A 8	Télévision..... B 7



VALÉRY HACHE AGENCE FRANCE-PRESSE

L'acteur italien Silvio Orlando (au premier plan), les actrices Margherita Buy et Jasmine Trinca, et le réalisateur Nanni Moretti, réunis pour la présentation du film *Le Caiman*, ayant comme sujet Silvio Berlusconi, hier, à Cannes.

Nanni Moretti, ou l'art d'attaquer un caïman

ODILE TREMBLAY

Cannes — Nanni Moretti est un funambule. Il n'a pas froid aux yeux, garde l'équilibre au-dessus des gouffres. Faire un film sur le président du conseil italien Silvio Berlusconi (alors au pouvoir) paraissait déjà risqué, tant le résultat aurait pu s'avérer manichéen. Sans compter que l'Italie regorgeait de scorpions pour tenter de le piquer en cours d'exercice.

Livrer au bout du compte une œuvre à tiroirs sur l'amour du cinéma, la détresse conjugale, l'Italie contemporaine, par-delà la dénonciation politique, relève du tour de force. *Le Caiman*, présenté hier à Cannes en compétition, avait été lancé en Italie (avec franc succès) juste avant les élections, donc avant la défaite de Berlusconi. Il circule désormais hors de sa cage. Étant donné le résultat du vote italien, *Le Cai-*

man aurait pu sembler hier obsolète à un auditoire international. Mais la complexité de la structure du film et le fait que Moretti ait transcendé son sujet contournent cet écueil. En fait, seule la fin, un coup dans les gencives du tyran, paraît trop lourde. Tout le reste glisse avec une maîtrise et une élégance qui témoignent de sa maturité de cinéaste.

Là où certains attendaient un pur brûlot politique, le cinéaste de *La Chambre du fils* (Palme d'or 2001) de *Caro Diario* et d'*Aprile*, a livré une sorte de 8 1/2 contemporain, œuvre à paliers vraiment joyeuse, qui glisse de l'intime au politique, en passant par l'étude sociale. Un vrai film, fort réussi, humain, applaudi hier. Il est loin le temps où, tout en légèreté mobile, Moretti roulait en Vespa à Rome en

VOIR PAGE A 10: MORETTI

Lire autre texte en page B 8

L'ENTREVUE

Plaidoyer pour une mission

La Chambre des communes vient d'approuver un prolongement de la mission canadienne en Afghanistan jusqu'en février 2009. Dans un entretien accordé au *Devoir*, l'ambassadeur afghan au Canada, Omar Samad, justifie la présence du Canada dans son pays pour y poursuivre l'avancée démocratique.

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — «L'Afghanistan vaut la peine.» C'est par ce cri du cœur qu'Omar Samad espère convaincre les Québécois que la mission canadienne doit s'y poursuivre et que la population doit en être fière.

Mais, depuis quelques semaines, au fur et à mesure que les cercueils rentrent au pays, que les politiciens s'entre-déchirent et que les taux d'approbation de cette mission chutent dans les sondages, la tâche de l'ambassadeur d'Afghanistan au Canada se complique.

Omar Samad, 45 ans, tente de démontrer que la mission canadienne en Afghanistan mérite d'être prolongée. La situation s'améliore dans son pays natal,

VOIR PAGE A 10: MISSION



SYLVAIN MARIER LE DEVOIR

Omar Samad, ambassadeur de l'Afghanistan au Canada